



vivre l'avenir

DIRECTION GENERALE DES SERVICES TECHNIQUES

Direction des Bâtiments

SR/FB D-22-8753

Guyancourt, le

Affaire suivie par Stéphanie RODRIGUES

Tél. : 01.30.64.21.98

PROCES-VERBAL DE VISITE

DE LA COMMISSION COMMUNALE DE SECURITÉ

Visite du 14 septembre 2023

OBJET: Commune de Guyancourt
Etablissement : **UFR de Médecine – Bâtiment Rabelais - modulaire**
Visite périodique
Adresse : 9 Boulevard d'Alembert, 78280 GUYANCOURT

REFERENCE(S) : Convocation écrite du 08/06/2023 portant le n°: D-22-8646

Personnes présentes à la commission (nom et titre) :

Président de la Commission – Adjoint au Maire

- **Monsieur Roger ADÉLAÏDE**

Représentant de la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours

- **Lieutenant BRU**

Représentant de la Direction Départementale du Territoire

- **P/O Madame Stéphanie RODRIGUES**

Représentant de Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique ou gendarmerie

- **/**

Secrétariat de la Commission de Sécurité

- **Madame Stéphanie RODRIGUES**

Représentants de la Direction de l'Etablissement visité

- **Patricia Orduy Rey : Directrice de la DMGU**
- **Michel Harlay : Directeur adjoint de la DMGU**
- **Mike Ayadassen : Responsable secteur maintenance**
- **Louis Kim-Vaissaire : Chef du service sécurité accessibilité et efficacité énergétique**
- **Jérôme Baty : Charge de sécurité incendie**
- **Frédéric Boule : Technicien Engie**
- **Mohamed Belmehdi : Responsable sécurité**

Affaire suivie par le Lieutenant Jean-Michel BRU

Tél : 01.39.30.56.70

Mail : prevention.sud@sdis78.fr

**PROCÈS VERBAL
DE LA COMMISSION COMMUNALE DE SÉCURITÉ
DE GUYANCOURT**

Visite du 14 septembre 2023

- OBJET : Commune de GUYANCOURT
Dossier : UFR de Médecine - Bâtiment Rabelais (#297-ERP-190)
Affaire : Visite périodique
Adresse : 9 boulevard d'Alembert
- REF : Code de la construction et de l'habitation (CCH).
Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité.
Règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public pris par arrêté du 25 juin 1980 modifié.

La commission communale de sécurité de GUYANCOURT s'est réunie le 14 septembre 2023 afin de procéder à la visite du Bâtiment Rabelais de l'UFR de Médecine.

L'établissement recevant du public concerné est susceptible d'accueillir 506 personnes dont 22 au titre du personnel. Il est classé en type R de la 3^{ème} catégorie.

Les constatations sur place permettent de faire les remarques suivantes :

- Les travaux d'aménagement prévu au dossier d'autorisation de travaux n° 07829721E0010 validé par la sous-commission départementale de sécurité le 30 juillet 2021 ne sont pas achevés. L'encloisonnement de l'escalier reste à réaliser au rez-de-chaussée.
- Les blocs portes d'accès à la cage d'escalier au 1^{er} étage ne sont pas équipés de ferme-portes.
- Les sanitaires, locaux ou des personnes malentendantes peuvent se trouver isolées, ne sont équipés de blocs autonomes d'alarme lumineux.

Après visite, la commission émet un **avis favorable** à la poursuite de l'exploitation de l'établissement.

Elle demande que le responsable de l'établissement respecte les prescriptions suivantes :

- 1°) Acheter les travaux prévus dans l'autorisation de travaux de 2021 et tout particulièrement l'encloisonnement de la cage d'escalier desservant les locaux du 1^{er} étage (article R.143-34 du CCH).
- 2°) Doter de ferme-portes les blocs portes d'isolement de la cage d'escalier au 1^{er} étage (article R 15).
- 3°) Installer des blocs autonomes d'alarme lumineux dans les sanitaires de l'établissement (articles GN 8 et MS 64 §3).

La commission propose, conformément à l'article GE 4 §3, que le délai pour la prochaine visite soit porté à 5 ans au lieu de 3 ans.

Rappels de la réglementation

Tenir à jour le registre de sécurité, conformément à l'article R.143-44 du CCH, sur lequel sont portés notamment :

- l'état du personnel chargé du service incendie ;
- les consignes générales et particulières établies en cas d'incendie et notamment celles concernant l'évacuation des personnes en situation de handicap ;
- les dates et les observations éventuelles des divers contrôles et vérifications ;
- les dates des travaux d'aménagement et de transformation, leur nature, les noms du ou des entrepreneurs, de l'architecte ou du technicien chargé de surveiller les travaux.

Le règlement de sécurité impose de faire procéder à la vérification et à l'entretien des installations et équipements techniques par des organismes agréés ou par des techniciens compétents dont notamment :

- le désenfumage (article DF 10) : annuelle.
- les installations électriques (article EL 19) : annuelle.
- les moyens de secours contre l'incendie (article MS 73) : annuelle.
- les installations de filtration (climatisation) (article CH 39 §3) : annuelle ou tous les 3 mois en l'absence d'un système de mesure et d'alarme fonctionnant en permanence.

Faire reporter sur le registre de sécurité les résultats de ces vérifications ou entretiens (article R.143-44 du CCH).

Lorsque des rapports de vérifications techniques sont établis, ils doivent préciser dans l'ordre des articles du règlement de sécurité, la conformité ou la non-conformité des installations ou des équipements aux dispositions applicables au moment de la construction et de l'aménagement (articles GN 10 §1, GE 8 et GE 9).

Les non conformités mentionnées dans les rapports de vérifications doivent être levées au plus vite par un technicien compétent qui doit dater et parapher ses interventions sur lesdits rapports (article R.143-34 du CCH).

Tenir à disposition de la commission de sécurité les rapports de contrôles techniques et justificatifs permettant de s'assurer que les équipements et installations techniques sont entretenus et maintenus en conformité avec les dispositions réglementaires (article R.143-37 du CCH).

Le responsable de l'établissement doit instruire du personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie (article MS 46). Les personnes désignées doivent être entraînées à la manœuvre des moyens de secours contre l'incendie et à l'évacuation du public. Le personnel doit notamment connaître les procédures et consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicap, élaborées par l'exploitant (article GN 8).

Ces compétences doivent être entretenues et testées au travers d'exercices pratiques et réguliers. Le compte-rendu de ces exercices doit être annexé au registre de sécurité (article R.143-44 du CCH).

OBSERVATIONS

Il incombe au Responsable d'Etablissement d'informer le Secrétariat de la Commission Communale de Sécurité, de la levée des prescriptions mentionnées dans le rapport de visite et faisant l'objet d'un délai de réalisation.

A cet effet, il conviendra d'indiquer par retour de courrier :

- la dénomination de l'établissement,
- la date de Visite de la Commission Communale de Sécurité,
- les numéros et délais fixés des prescriptions,
- les dates de réalisations auxquelles les prescriptions auront été suivies d'effets permettant à la Commission de lever celles-ci.

